

Cybersécurité : Kaspersky et Interpol renforcent leur coopération

L'éditeur russe de cybersécurité Kaspersky Lab travaille étroitement avec Interpol, l'Organisation internationale de police criminelle.

Un premier accord a été signé en 2014. Mais il arrive à son terme.

Le 3 juillet, lors de la conférence Interpol World 2019 organisée à Singapour, les deux organisations ont annoncé la signature d'un nouvel accord de coopération.

Tim Morris, directeur exécutif des services de police d'Interpol, et Eugene Kaspersky, directeur général de Kaspersky Lab (de gauche à droite sur la photo), sont à la manoeuvre.

Highlighting the importance of [#partnerships](#) between [#police](#) and the private sector against crime, [#INTERPOL](#) has reinforced its ongoing collaboration with [@kaspersky](#) to help the world's police fight [#cybercrime](#), on the sidelines of the [#INTERPOLWorld](#) conference pic.twitter.com/VKX6OiBXhr

— INTERPOL_Cyber (@INTERPOL_Cyber) [3 juillet 2019](#)

Lutter contre le cybercrime

L'accord d'une durée de 5 ans renforce le partage d'informations entre les deux entités. Aussi, Kaspersky s'engage à fournir à Interpol du soutien humain, des informations de *threat intelligence* (renseignement sur les menaces) et des technologies dédiées.

Faire face à « la multiplication d'acteurs [du cybercrime] aux méthodes sophistiquées » implique « de promouvoir la collaboration au sein de l'écosystème [de sécurité] et le partage d'expertise », a déclaré Eugene Kaspersky.

Sa société coopère avec bien d'autres acteurs publics à travers le monde.

Kaspersky Lab travaille notamment avec Europol, des CERT (Computer Emergency Response Team) et des agences chargées de l'application de la loi.

Interpol, de son côté, a noué des alliances avec plusieurs acteurs du secteur privé. Tous sont amenés à contribuer à des opérations d'ampleur.

En 2017, par exemple, Kaspersky Lab et d'autres entreprises, dont Trend Micro, [Fortinet](#) et Booz Allen Hamilton (un ex-employeur du lanceur d'alerte américain [Edward Snowden](#)), ont fourni du support pour une opération menée par Interpol en Asie du Sud-est.

Cette enquête a permis, selon Interpol, d'identifier près de [9 000 serveurs](#) de « commande et contrôle » et des centaines de sites web compromis.